

Déclaration de la FNEC FP-FO au CTSD du 5 septembre 2022

Monsieur le Directeur Académique,
Chers collègues,

Nous sommes présents aujourd'hui en CTSD pour les dernières mesures d'ajustements dans le 1^{er} degré pour cette rentrée 2022. Au regard des documents, quelques rares mesures ont été prises. Pourtant ce sont des dizaines de classes qu'il faudrait ouvrir pour que les enseignants puissent enseigner et que les élèves puissent progresser.

La FNEC FP-FO réitère donc sa revendication principale : Monsieur le directeur académique, nous vous demandons d'ouvrir toutes les classes nécessaires, et de pourvoir à l'ensemble des postes nécessaires, remplaçants ZIL/BD, RASED, CPC, CPE, PsyEN, AESH, AED, personnels administratifs dans les circonscriptions, dans les établissements, ici à la DSDEN91, mais aussi des infirmières scolaires, médecins scolaires, médecins des personnels dans le premier degré comme dans le second degré, sur la base des besoins réels, ceux qui remontent des personnels.

Au demeurant, en cette rentrée placée sous le signe du manque de personnels dans l'Éducation Nationale, nous regrettons que les ajustements dans le second degré ne soient à l'ordre du jour ni dans ce CTSD ni dans un autre programmé au calendrier. Nous vous demandons également de recevoir toutes les délégations d'établissement ou d'école qui en font la demande. L'absence de réponse aux demandes qui vous ont été envoyées en juin est inacceptable, surtout lorsque l'on sait que vos services leur avaient promis de leur apporter des réponses dès juin lors de leur première audience. C'est le cas du collège Bara de Palaiseau et du collège Paul Éluard de Ste Geneviève des bois. Quant à ceux qui attendent toujours les réponses promises, la liste est longue : collège les Dînes Chiens de Chilly Mazarin, collège Émile Auvray de Dourdan, collèges Lurçat et Camus de Ris Orangis ...

La rentrée scolaire des élèves a eu lieu de façon chaotique dans notre département comme ailleurs. En juin, nous nous inquiétions qu'il n'y ait pas un enseignant formé et sous statut devant chaque classe à la rentrée et on nous répondait de ne pas nous inquiéter, qu'il y aurait suffisamment de personnels. « Un adulte devant chaque classe ». Suite aux différentes remontées des personnels depuis mercredi dernier, force est de constater que nous avons raison. Dans de très nombreux établissements ou écoles, des classes se sont trouvées sans enseignant. Le manque de personnel ne s'arrête malheureusement pas aux enseignants, partout il manque des AED, des AESH, des CPE, des infirmières, des psyEN, des agents territoriaux et même des chefs d'établissement. Les personnels n'en peuvent plus de faire « *avec les moyens du bord* » dans une « *situation tendue* » comme le scande le Ministre Ndiaye sur les chaînes de télé.

Mais d'où vient cette « situation » ? Elle ne tombe pas du ciel. C'est le résultat de la politique menée depuis des années et avec laquelle le ministre comme le gouvernement refusent de rompre !

En effet, la situation catastrophique de l'académie de Versailles est connue depuis des mois sans que des mesures exceptionnelles n'aient été prises. Au final, dans le 1^{er} degré, moins de 1 000 PES admis dans l'académie pour 1600 postes ouverts aux concours. Ce n'est pas faute d'avoir alerté à tous les niveaux !

Au Comité technique académique de Versailles le 24 mai 2022, dans un vœu commun, les organisations FNEC FP-FO, FSU, CGT, SNALC exigeaient l'ouverture immédiate d'un concours exceptionnel à bac +3 dans le 1er degré. Plutôt que des recrutements de contractuels précaires, la FNEC FP-FO revendique :

- L'organisation immédiate des concours exceptionnels de recrutement d'enseignants à BAC+3 avec formation professionnelle sous statut, les personnels n'attendent pas le printemps !
- Le recrutement immédiat de l'ensemble des listes complémentaires.

Par ailleurs, ce sont près de 900 élèves essonnais qui sont toujours sans affectation en lycée faute de place. Les réponses qui ont été faites au syndicat IDFO ne sont pas satisfaisantes, la FNEC FP-FO exige l'ouverture immédiate de places dans les lycées professionnels, en fonction des projets professionnels de ces élèves, ainsi qu'une augmentation de la DGH des établissements concernés. Cela doit s'accompagner d'une étude précise des besoins : plateaux techniques, postes à créer, budget de l'établissement...etc. Il n'est pas question que les personnels accueillent ces élèves « avec les moyens du bord » ni que les élèves soient invités à changer d'orientation en fonction des places restantes.

Et c'est dans ce contexte que les évaluations d'écoles et d'établissements se poursuivent dans le but de faire porter la responsabilité du chaos aux personnels. C'est inacceptable. La FNEC FP-FO exige l'abandon de ces évaluations et de véritables moyens tant en termes de postes que de salaires.

Parallèlement à ce manque de personnels et à la désorganisation pour l'attribution des affectations ou des remplacements, les personnels de l'Éducation nationale, ont en cette rentrée scolaire les mêmes préoccupations que les autres salariés : ils sont frappés de plein fouet par l'inflation et voient leur pouvoir d'achat s'effondrer. Le gouvernement n'accorde qu'une « augmentation » de 3,5% de la valeur du point d'indice alors que l'inflation dépasse déjà les 6%. Ce même gouvernement refuse toujours un vrai statut et un vrai salaire aux AESH et aux AED.

Le président de la République promet encore pire en déclarant vouloir réactiver le projet de réforme des retraites et en annonçant de manière provocante « *la fin de l'abondance et de l'insouciance* » !

Pour la FNEC FP FO, l'issue pour défendre nos salaires, nos statuts, nos conditions de travail passe par la mobilisation des personnels et pas par le « grand débat » que le ministre Ndiaye voudrait initier dans le cadre du « Conseil National de la Refondation » du président Macron. Là encore une provocation ! C'est ainsi que la FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève qui démarre dès la rentrée !

FO ne débattrà pas de la destruction de l'École publique avec ceux qui la détruisent mais continuera de porter les revendications pour l'augmentation des salaires, le recrutement sous statut et l'amélioration des conditions de travail. FO ne lâchera sur aucune de ces revendications !